

ce sujet. Nous avons passé hier plus de la moitié de la période des questions à répondre à des questions sur cette affaire très importante, et le ministre a fait une déclaration hier à ce sujet. Certains députés de l'opposition ont présenté de longs exposés. Je doute fort qu'on doive, encore aujourd'hui, nous livrer à un nouvel interrogatoire sur le même sujet.

L'hon. M. Stanfield: Puis-je alors demander au ministre s'il consentira à faire une telle déclaration au cours du débat ce soir?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Si l'on me demande de participer au débat de ce soir, je le ferai.

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: Vous avez l'air d'une bande de danseurs à gogo. Pas besoin qu'on vous invite.

L'hon. M. Stanfield: Puis-je alors inviter officiellement le ministre à prendre part au débat ce soir?

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Pepin: Puis-je accepter très officiellement l'invitation, monsieur l'Orateur?

M. Baldwin: N'en faites pas une valse hésitation.

LES POSTES

LA MENACE DE GRÈVE GÉNÉRALE—L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS—LE RETRAIT POSSIBLE DU MÉDIATEUR

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Je voudrais poser ma question au président du Conseil du Trésor. Comme M. Carrothers annoncerait aujourd'hui, paraît-il, qu'il lui est impossible de jouer un rôle utile comme médiateur dans le conflit postal étant donné que les positions des deux parties sont si éloignées l'une de l'autre qu'aucun accord n'est en vue présentement, le ministre peut-il exposer à la Chambre la position actuelle du gouvernement dans cette affaire?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, M. Carrothers a invité les deux parties à une rencontre prévue pour 2 heures et il doit leur faire connaître son point de vue à cette occasion. J'ignore ce qu'apportera cette réunion et, à mon sens, il serait peu sage de se livrer à des conjectures.

M. Orlikow: Le président du Conseil du Trésor peut-il nous dire s'il est vrai qu'en [M. l'Orateur.]

plus de l'offre gouvernementale faite lors de la procédure de conciliation, la seule autre offre du gouvernement aux employés des Postes au cours des entretiens avec M. Carrothers prévoyait une augmentation de 60c. par mois et par employé pour la durée du contrat?

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, je crois que la Chambre sait que le doyen Carrothers a demandé que, durant sa médiation, il n'y ait pas de commentaires publics sur l'état des négociations.

M. Orlikow: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Comme le doyen Carrothers s'entretient actuellement avec les deux parties et qu'il aurait dit qu'il ne pourrait jouer aucun rôle utile, le gouvernement pourrait certainement dire aux Canadiens ce qu'il se propose de faire dans cette situation extrêmement grave.

L'hon. George Hees (Prince-Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. Comme le doyen Carrothers—je l'ai entendu aux nouvelles de 1 heure et je suis certain que le ministre l'a entendu aussi—a dit que ni le Conseil du Trésor ni le Conseil des Unions des Postes n'avaient bougé suffisamment ou assez vite pour permettre de conclure à l'éventualité d'un règlement satisfaisant, le Conseil du Trésor a-t-il l'intention de donner l'exemple en allant beaucoup plus loin et plus vite que ce n'était son intention jusqu'ici?

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, la proposition porte sur la façon de conduire les négociations. Je l'examinerai.

LA MENACE DE GRÈVE GÉNÉRALE—L'APPEL AUX BONS OFFICES DU PREMIER MINISTRE

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question supplémentaire au premier ministre? Comme le gouvernement n'a même pas accepté la recommandation du juge Lippé, président du bureau de conciliation, et vu la dislocation générale qui résulterait d'une grève des Postes, le premier ministre songerait-il à intervenir personnellement pour voir si une solution satisfaisante acceptable aux deux parties peut être élaborée?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je remercie le chef du parti néo-démocrate pour la confiance dont il m'honore, et je vais examiner sa proposition.